



Vers la réconciliation ?

© IFA LULE / ANKARA PHOTOS

Le pont de Galata, Istanbul, 1954
Les années 1950 sont pour la Turquie celles du rapprochement avec l'Occident. Membre de l'Otan depuis 1952, le pays est alors une tête de pont anti-soviétique au Proche-Orient.

Longtemps perçue par les nations arabes comme le cheval de Troie de l'Occident au Proche-Orient, la Turquie marque dans les années 1960 un tournant diplomatique et économique en se rapprochant de ses voisins – non sans ménager ses alliés occidentaux. Et continue de faire figure de bon élève depuis l'élection, puis la réélection, de l'AKP, qui a su concilier islam modéré et démocratie.

Si la révolte arabe de 1916 contre les Ottomans est souvent considérée comme la source des rapports difficiles que la Turquie a entretenus avec les pays arabes au xx^e siècle, il ne faut pas oublier que ce n'est véritablement qu'au début de la guerre froide que le divorce entre Turcs et Arabes a été véritablement consommé. Ce dernier est en fait le résultat d'un positionnement stratégique antagonique des uns et des autres dans les décennies qui ont suivi la disparition de l'Empire ottoman.

Isolement au Proche-Orient

Dans l'entre-deux-guerres, la création d'un État-nation turc et son développement repose, entre autres, sur l'idée d'indépendance nationale prônée par Mustafa Kemal, alors qu'à la même époque, les pays arabes sont pour la plupart sous domination coloniale. Or, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, tandis que les pays phares du monde arabe s'émancipent de la tutelle des grandes puissances occidentales, et deviennent des acteurs importants du mouvement des non-alignés, la Turquie, inquiète de la montée en puissance de l'URSS, révisé sa politique étrangère anti-impérialiste et rallie le

bloc occidental après avoir accepté le plan Marshall en 1948, reconnu l'État d'Israël en 1949, et rejoint l'Otan en 1952.

Dans les années 1950, l'application au Proche-Orient de la doctrine américaine du *containment*, avec notamment la conclusion du Pacte de Bagdad en 1955, provoque une confrontation turco-arabe quasi permanente. Ainsi, de façon significative, lors de la fameuse conférence de Bandung, pendant laquelle Nasser apparaît comme l'un des leaders des pays non-alignés, la Turquie est la figure de proue d'un camp rival d'États pro-occidentaux (Pakistan, Iran...). En 1958, lorsque l'Irak sort du Pacte de Bagdad après le coup d'État du général Kasseem, elle perd son seul allié arabe et se retrouve ainsi très isolée au Proche-Orient.

De fait, à l'occasion de la crise chypriote, qui prend corps à cette époque, Ankara paye le prix fort d'un engagement occidental trop exclusif; car, tandis que ses alliés américain et européens lui refusent leur soutien

Par Jean Marcou

dans ce conflit, la plupart des pays arabes et du tiers-monde prennent le parti des Grecs. C'est ce qui, dans les années 1960, va amener les Turcs à infléchir la stratégie qui était la leur depuis les débuts de la guerre froide, et à renouer progressivement avec leurs voisins arabes...

Commerce et diplomatie

Les décennies qui vont suivre sont loin de sceller une véritable réconciliation. Les relations turco-arabes demeurent complexes et les premiers changements d'attitude de la diplomatie turque ne suffisent pas à rassurer un monde arabe qui continue à voir en la Turquie une sorte de cheval de Troie des États-Unis au Proche-Orient. Un tournant est pourtant pris, en 1965, avec la célèbre circulaire de l'ambassadeur Hamit Batu.¹ Estimant que la stratégie observée depuis la Seconde Guerre mondiale n'a pas vraiment porté ses fruits et permis à la Turquie de prendre la place qu'elle ambitionnait en Europe, ce texte, sans remettre en cause l'alliance pro-occidentale antérieure, prône un recentrage diplomatique au profit d'un bloc afro-asiatique. La Turquie doit ainsi accroître son rayonnement régional, en s'attachant à mettre en relation des civilisations différentes. Plus pragmatiquement, elle entend obtenir le soutien du monde arabe dans la crise chypriote, qui s'est aggravée depuis l'indépendance de l'île².

Les effets de cette démarche nouvelle ne tardent pas à se faire sentir. La Turquie se montre critique à l'égard d'Israël au moment de la guerre des Six jours. Elle est en particulier, avec le Pakistan, à l'origine de la résolution de l'Onu qui, en juillet 1967, condamne l'annexion de Jérusalem par Israël et, en novembre de la même année, elle vote la résolution 242 demandant le retrait israélien des territoires occupés. Cette approche plus équilibrée du conflit israélo-arabe se confirme en octobre 1973, lors de la guerre du Kippour, qui voit les Turcs interdire à Washington l'usage des bases situées sur leur territoire, pour venir en aide à Israël, tandis qu'ils ouvrent officiellement leur espace aérien aux soviétiques pour ravitailler les pays arabes³. La Turquie d'ailleurs soutient désormais la création d'un État palestinien, en reconnaissant l'OLP (1975), et en permettant à l'organisation palestinienne d'ouvrir un bureau à Ankara (1979).



Prélude à la guerre d'Irak (2003). Opération « Northern Watch », mai 2002 : des F-15 et F-16 américains décollent de la base turque d'Incirlik pour patrouiller dans le nord de l'Irak. La Turquie, naguère « porte-avions de l'Amérique » face au bloc communiste, est dorénavant également liée à ses voisins arabes, et va opposer un refus catégorique au passage des troupes terrestres américaines sur son sol.

Le coup d'État du 27 mai 1960. Des chars encerclent la résidence présidentielle à Istanbul. Érigée en gardienne du dogme nationaliste et laïc d'Ataturk, l'armée renverse un gouvernement qu'elle estime trahir la Constitution ; une nouvelle Constitution démocratique sera adoptée l'année suivante.

Depuis 1969, en outre, la Turquie est progressivement devenue membre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). À l'époque, l'adhésion de cette République laïque à une organisation ayant une sensibilité confessionnelle affirmée, surprend. Mais, en approfondissant de la sorte sa relation avec le monde musulman, la Turquie espère contrebalancer les effets de son absence dans les milieux non-alignés, au sein desquels les Grecs comptent de puissants soutiens. Mise au ban de la société internationale par l'Onu après sa double intervention à Chypre en 1974 et la partition de l'île qui en résulte, elle obtient ainsi, en 1979, que l'OCI offre un siège de membre-observateur à la République turque de Chypre du Nord.

Pourtant, la politique arabe d'Ankara a aussi des pré-occupations économiques importantes. Pays en développement ne possédant pas de ressources énergétiques propres, la Turquie est fortement éprouvée par les chocs pétroliers des années 1970. Elle voit se détériorer son solde commercial avec les pays arabes producteurs, et ces derniers négocier avec elle chèrement l'octroi des avantages (vente du pétrole à tarif préférentiel, augmentation des achats de ses produits manufacturés, ou octroi de prêts à des taux préférentiels) qui doivent lui permettre de faire face à une conjoncture économique extrêmement défavorable.

Cette ouverture en direction du monde arabe trouve parallèlement un écho dans certaines des mutations politiques que vit alors la Turquie. Les années 1970 voient en effet les premiers développements sérieux de l'islam politique dans ce pays. Au cours de cette décennie, le MSP (*Müli Selamet Partisi*, Parti du salut national) de Necmettin Erbakan, souvent impliqué dans des coalitions gouvernementales de centre gauche ou de centre

1. Cf. Didier Bilhon, *La Politique extérieure de la Turquie, une longue quête d'identité*, L'Harmattan, 1997, p. 64 et s.

2. Sur la question chypriote à cette époque, cf. Gilles Bertrand, *Le Conflit helléno-turc*, Mouton-Routledge et Larose/IFEA, 2004, notamment p. 54 et s. Voir aussi Semih Voner, *Le Différend greco-turc*, L'Harmattan, 1989.

3. Paul Dumont, « La Turquie face aux États arabes du Proche-Orient », *Relations Internationales*, hiver 1979, p. 463.



© KURAMI SOLEMAN / AFP

L'épineux problème kurde.

Des Kurdes de Syrie manifestent après la mort de 25 des leurs lors de heurts avec l'armée syrienne en mars 2004. Sur le drapeau, la photo d'Abdullah Ocalan, leader indépendantiste kurde et fondateur du PKK, emprisonné en Turquie depuis 1999.

4. Cf. Rusen Cakir, « La ville piège ou tremplin des islamistes turcs », interview par Jean Marcou, in *CEMOTI* n°19, 1995, pp. 184-187

5. Rappelons notamment qu'en 1995, la Turquie signe un accord d'Union douanière et qu'elle obtient en 1999, lors du sommet d'Hel-sinki, la reconnaissance officielle de sa vocation à être candidate à l'UE

6. Semih Vaner, « Les relations extérieures » in Semih Vaner (dir.), *La Turquie*, Fayard, 2005, p. 515

7. Sur ce point, cf. Jean Marcou, « Islamisme et post-islamisme en Turquie », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 11, n°4, 2004, p. 287

droit, préconise la construction d'un marché commun islamique où la Turquie pourrait écouler ses produits agricoles et industriels, en échange de matières premières que lui fourniraient les pays arabes⁴.

Ouverture et ambiguïtés

Après le coup d'État de 1980, le gouvernement de Turgut Ozal, influencé par la « synthèse turco-islamique », continue cette ouverture économique en direction du monde arabe tout en restaurant les valeurs musulmanes dans la société turque. Les « années Ozal » poussent même cette convergence économique et diplomatique turco-arabe à son paroxysme au point qu'on peut se demander, à certains égards, si le processus initié à cette époque n'annonce pas la politique étrangère du gouvernement turc actuel de l'AKP (*Adalet Kalkınma Partisi*, Parti de la Justice et du Développement).

L'effondrement du monde bipolaire aurait dû ainsi favoriser l'accélération de cette politique turque d'ouverture à l'égard du monde arabo-musulman ; pourtant, sans renouer avec les affrontements de la guerre froide, celle-ci va plutôt marquer le pas dans les années 1990. Cela tient sans doute à l'accroissement des tensions existant dans l'environnement musulman de la Turquie (guerre du Golfe, crise avec la Syrie et l'Irak suite à la mise en eau du barrage Atatürk ayant entraîné une baisse significative du niveau du Tigre et de l'Euphrate, enlisement du processus de paix au Proche-Orient...)

Dès lors, sans tourner totalement le dos au monde arabo-musulman, la Turquie continue à faire de ses alliances occidentales l'axe fort de sa politique étrangère. Il ne faut pas oublier aussi qu'à la même époque, alors même qu'elle redoute de perdre la position stratégique que lui avait donné la guerre froide, elle redouble d'efforts pour consolider sa candidature à l'Union européenne⁵. Le maintien de cette orientation pro-occiden-

tale, au Proche-Orient, l'amène à se rapprocher d'Israël, en signant avec l'État hébreu, en 1996, deux importants accords de coopération militaire et d'échanges technologiques. Cette alliance, confirmée par la suite, permettra à la Turquie de moderniser son armée à moindres frais et de conforter ses prétentions régionales.

Ainsi, après les attentats du 11 septembre 2001, alors même que le monde arabe se considère comme la première victime de la vision du monde unipolaire de George W. Bush, le comportement de la Turquie, avant tout soucieuse de sauvegarder sa relation avec l'Europe et les États-Unis, reste suspect pour la plupart des capitales arabes.

Le renouveau des relations turco-arabes

L'arrivée au pouvoir de l'AKP en novembre 2002 est d'abord accueillie avec circonspection dans le monde arabe. Par-delà la méfiance traditionnelle qui se manifeste à l'égard de l'ancienne puissance coloniale, nombre de leaders arabes voient dans cette expérience l'exemple même du système musulman modéré que l'administration américaine, après le 11 septembre, dans le contexte du projet de « Grand Moyen-Orient », entend substituer à des régimes arabes autoritaires laïques qui ne parviennent pas à obtenir le soutien de leurs peuples⁶. À cette inquiétude s'ajoute la prudence et la marge de manœuvre politique réduite dont dispose le gouvernement de l'AKP pendant son premier mandat (2002-2005). Instruits par le précédent du « coup d'État post-moderne » qui avait vu, en 1997, l'armée obtenir en quelques mois, sans sortir de ses casernes, la démission du Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, les nouveaux gouvernants s'emploient à éviter les confrontations avec les militaires, notamment sur le terrain de la politique étrangère qui est encore largement sous leur emprise⁷.

La transformation des relations turco-arabes est ainsi, au départ, moins le résultat d'un changement de doctrine stratégique que des positions que la Turquie est conduite à adopter à l'égard d'événements qui se déroulent au Moyen-Orient dans un contexte où les équilibres du monde bipolaire sont remis en cause. Le refus de l'Assemblée nationale d'accepter le débarquement sur le sol turc de forces américaines pour ouvrir un deuxième front en Irak, en mars 2003, a constitué une réelle surprise pour les pays arabes, qui ont alors pris conscience que ce pays de l'Otan dont ils se méfiaient disposait en fait, à l'égard de Washington, d'une marge de manœuvre très supérieure à celle d'un grand nombre d'entre eux, souvent contraints, au même moment, d'approuver l'intervention américaine.

Après la reconduction triomphale de l'AKP au gouvernement, lors des élections législatives de juillet 2007, l'élection d'Abdullah Gül à la présidence de la République a ouvert une nouvelle ère, tant pour la politique étrangère de la Turquie, que pour les relations de celle-ci avec les pays arabes. En effet, ont pu alors prendre corps des mutations que le nouveau chef de l'État était particulièrement prêt à assumer, lui qui avait été ministre

des Affaires étrangères au cours de la législature précédente, et qui de surcroît avait une certaine connaissance du monde arabe pour y avoir commencé sa carrière en travaillant, à Djeddah, pour la Banque islamique de développement, entre 1983 et 1991. La multiplication des voyages présidentiels au Moyen-Orient est ainsi venue confirmer les nombreux séjours que le ministre des Affaires étrangères avait effectués dans les capitales arabes, au cours des années précédentes, contribuant à y changer l'image des responsables politiques turcs, souvent perçus auparavant comme des élites occidentalisées « qui regardaient l'Orient de haut ».⁸

Pour sa part, le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a pris aussi une part déterminante dans ce renouveau diplomatique, en voyageant beaucoup dans le monde musulman au cours de la période récente, alors qu'il n'est que peu retourné à Bruxelles depuis que son pays a obtenu, en 2005, l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Union européenne.⁹ Plus généralement, les déplacements des nouveaux dirigeants turcs dans l'aire moyen-orientale ont permis en quelques années de tisser un réseau dense de relations personnelles qui transcendent souvent les rapports d'État à État et les facilitent. De surcroît, bien que la Turquie démentie toute intention hégémonique, son rayonnement nourrit l'intérêt croissant des populations de la région à l'égard du modèle qu'elle s'est mise à incarner. Les séries turques concurrencent désormais les feuilletons égyptiens dans le monde arabe, où des millions de téléspectateurs observent parfois, non sans envie, un pays où une formation issue de la mouvance islamiste est devenue le moteur du changement politique.

Politique de bon voisinage

Pour être pleinement comprises, ces nouvelles relations turco-arabes doivent être rétablies dans le cadre des mutations globales que connaît la diplomatie turque, bien reflétées par l'arrivée en mai 2009 d'Ahmet Davutoğlu à la tête du ministère des Affaires étrangères.

Persuadé que son pays doit fonder sa politique étrangère sur une stratégie pluridimensionnelle, en modérant son tropisme occidental antérieur, et sur une « profondeur stratégique » lui permettant de mieux tirer parti de sa position géographique privilégiée, cet ancien professeur de relations internationales, qui a été, de 2002 à 2009, conseiller du Premier ministre pour la politique extérieure, s'est fixé comme priorité d'aplanir les différends qui perdurent entre la Turquie et ses voisins¹⁰.

Avec le monde arabe, cette politique « du zéro problème avec nos voisins » a d'abord été illustrée par le changement spectaculaire des relations turco-syriennes. La Turquie a signé, en 2009, un accord de partenariat stratégique avec la Syrie, alors même qu'elle était passée au bord d'un conflit armé avec celle-ci à la fin des années 1990. En Irak, pays où ils sont très présents économiquement et avec lequel ils ont également conclu un partenariat stratégique, les Turcs ont établi des relations permanentes avec le gouvernement régional kurde d'Erbil qu'ils avaient longtemps refusé de reconnaître comme interlocuteur officiel. Ces nouveaux rapports entre Ankara, ses deux voisins arabes et la région kurde d'Irak du Nord favorisent une approche pacifiée de la question des eaux du Tigre et de l'Euphrate, aide au désenclavement économique des régions du sud-est de la Turquie, tout en contribuant à isoler la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et à prévenir l'avènement d'un État kurde indépendant.

Mais cette politique de bon voisinage touche l'ensemble de l'environnement moyen-oriental arabe de la Turquie. Ainsi, depuis 2009, les Turcs ont multiplié les accords de coopération économique et les partenariats avec de nombreux pays et organisations du monde arabe. En particulier, ils ont supprimé l'obligation mutuelle de visas avec plusieurs pays arabes et, en novembre 2010, lors d'une visite officielle à Beyrouth, Recep Tayyip Erdogan, rappelant que les visas avaient été abolis avec la Syrie, le Liban, la Libye et la Jordanie, a même suggéré l'instauration au Proche-Orient

8. L'expression est d'Arm El Choubaki, chercheur au Centre d'études stratégiques d'Al-Ahram au Caire, dans une interview au Blog de l'OVIPOT, le 19 novembre 2007 <http://ovipot.blogspot.com/2007/11/pour-amr-el-choubaki-les-nouveaux.html>

9. De façon très significative, au cours de l'année 2010, le leader de l'AKP n'a cessé de voir son activisme diplomatique récompensé dans le monde arabe : prix du roi Fayçal en Arabie Saoudite, prix de l'Union des Banques arabes au Liban, ou prix Khadafi en Libye.

10. A cet égard, cf. Jean Marcou, « La Turquie puissance régionale au Moyen Orient », in Bertrand Badie et Dominique Vidal, *La Fin du monde unique, cinquante idées fortes pour comprendre l'état du monde en 2011*, La Découverte, 2010, p. 267 et s.



« Heureux celui qui peut se dire turc » : on pouvait lire cette citation d'Ataturk, en pays kurde, derrière la mosquée de Kiziltepe (Mardin), en juillet 2007, à la veille d'élections législatives. À proximité, de l'autre côté de la frontière syro-turque, le PKK bénéficiait jadis du soutien du gouvernement syrien

54

Manifestation à Ankara, en novembre 2008, pour dénoncer les options du parti au pouvoir, l'AKP, et en appeler au respect de tous les courants religieux

Sur la pancarte, le Premier ministre Tayyip Erdogan est affublé d'un foulard islamique, avec ces mots : « Le foulard, portez-le vous-même ! »

En arrière-plan, une gigantesque effigie d'Ataturk

d'une zone de libre circulation comparable à l'espace Schengen en Europe.

Au-delà de leurs aspects fonctionnels, ces retrouvailles turco-arabes ont été facilitées sur le plan politique par les prises de position récentes d'Ankara à l'égard des États-Unis et d'Israël. Membre de l'Otan, la Turquie a refusé de participer à des opérations militaires en Afghanistan et d'y augmenter son corps expéditionnaire. Elle n'a accepté l'extension du bouclier antimissiles américain à l'Europe qu'avec les plus grandes réserves et à la condition que l'Iran ne soit pas expressément désigné comme une menace par ce projet. À cet égard, Ankara, qui entretient désormais de bonnes relations avec la République islamique, avait antérieurement refusé que de nouvelles sanctions soient appliquées à l'Iran, dans le cadre du différend nucléaire qui oppose ce pays aux grandes puissances, allant même jusqu'à proposer avec le Brésil une solution alternative sur la base d'un accord tripartite signé par Ahmadinejad, Erdogan et Lula, en personne, à Téhéran, le 17 mai 2010. Parallèlement, les relations entre la Turquie et Israël n'ont cessé de se dégrader. Après l'échec de la médiation turque pour tenter de rapprocher Damas et Tel-Aviv, en 2008, plusieurs incidents diplomatiques graves ont opposé Turcs et Israéliens, et depuis l'arraisonnement de la flottille « Free Palestine » qui s'est soldé le 31 mai 2010 par la mort de 9 militants humanitaires turcs, les relations entre les deux pays sont en permanence au bord de la rupture.

Cette ouverture turco-arabe dans le cadre d'une évolution du positionnement stratégique de la Turquie amène nombre d'observateurs à évoquer un néo-



ottomanisme et un changement d'axe de la politique étrangère d'Ankara¹¹. Les diplomates turcs récuse-
tent pourtant cette idée avec force, en expliquant que leur
activisme actuel, au Moyen-Orient, n'est qu'un juste
retour des choses mettant un terme à la situation d'iso-
lement régional extrême, qui avait été celle de la Turquie
au cours de la guerre froide. Selon eux, cette nouvelle
diplomatie constituerait même un atout pour la candi-
dature de leur pays à l'Union européenne en favorisant
le dialogue entre les civilisations ; une hypothèse certes
séduisante, mais qui n'a pas encore convaincu toutes les
capitales occidentales. ●

Jean Marcou est professeur à l'Institut
d'études politiques de Grenoble

11. Sur ce débat, cf
K. Barysch, *Can Turkey
combine EU accession
and regional leadership?*
Center for European
Reform, Policy Brief,
Londres, janvier 2010

Bibliographie

Néjib Akoury *Le Réveil de la Nation arabe dans l'Asie turque en présence des intérêts et des rivalités des Puissances étrangères, de la Curie romaine et du patriarcat œcuménique*, Paris, Plon-Nourrit, 1905

George Antonius *The Arab Awakening. The Story of the Arab National Movement*, Beyrouth, 1938

Jean-Louis Bacqué-Grammont et Jean-Paul Roux *Mustafa Kemal Atatürk et la Turquie nouvelle*, Maisonneuve et Larose, 2001

Leyla Dakhli *Une génération d'intellectuels arabes. Syrie-Liban 1908-1940*, Kharthala, 2009

Ernest C. Dawn *From Ottomanism to Arabism. Essays on the Origins of Arab Nationalism*, University of Illinois Press, 1973

François Georgeon *Abdülhamid II*, Fayard, 2003

Albert Hourani *La Pensée arabe et l'Occident*, Paris, éd. Naoufal, 1991

Hasan Kayali *Arabs and Young Turks. Ottomanism, Arabism and Islamism in the Ottoman Empire, 1908-1918*, University of California Press, 1997

Elie Kedourie *England and the Middle East. The Destruction of the Ottoman Empire, 1914-1921*, Westview Press, 1987

Rachid Khalidi *British Policy towards Syria and Palestine, 1906-1914*, Ithaca Press, 1980

Rachid Khalidi (éd.) *The Origin of Arab Nationalism*, Columbia University Press, 1991

Gérard Khoury *La France et l'Orient arabe. Naissance du Liban moderne, 1914-1920*, A. Colin, 1993

Philip S. Khoury *Urban Notables and Arab Nationalism. The Politics of Damascus, 1860-1920*, Cambridge University Press, 1983

Henry Laurens *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, A. Colin, 1993

Bernard Lewis *Islam et laïcité. Naissance de la Turquie moderne*, Fayard, 1988

Robert Mantran (dir.) *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989

Jean Marcou et Jean-Paul Burdy *La Turquie à l'heure de l'Europe*, Presses universitaires de Grenoble, 2008

Thierry Zarcone *La Turquie, De l'Empire ottoman à la République d'Ataturk*, Découverte/Gallimard, 2005

Zeine N. Zeine *The Emergence of Arab Nationalism*, Carnvan Books, 1955, 1973